

De beslissingen van de correctionele rechtbank of van de jeugdrechtbank zijn niet vatbaar voor beroep. Wanneer de jeugdrechtbank evenwel beslist tot de vervanging van de administratieve sanctie door een bewakings-, beschermings- of opvoedingsmaatregel bedoeld in artikel 37 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, is haar beslissing voor beroep vatbaar. In dat geval zijn de procedures waarin de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming voorziet voor de feiten die als overtredingen beschouwd worden van toepassing.

Art. 21. De beslissing waarbij een administratieve boete opgelegd wordt, heeft uitvoerende kracht na afloop van een termijn van dertig dagen, die ingaat op de datum van kennisgeving, behalve in geval van beroep.

De overtreder of de burgerlijk verantwoordelijken bedoeld in artikel 18, vierde lid, beschikken over een termijn van dertig dagen, die ingaat op de dag na die waarop de beslissing uitvoerende kracht heeft verworven om de boete te betalen.

Art. 22. De artikelen 14 tot 21 zijn niet van toepassing op minderjarigen onder zestien jaar op het moment van de feiten."

Art. 3. In artikel 2 van het decreet van 17 december 1992 tot oprichting van de begrotingsgrondsen inzake openbare werken wordt het tweede lid aangevuld met een punt e) luidend als volgt :

"e) de administratieve geldboetes en onmiddellijke inningen geïnd krachtens de wet van 12 juli 1956 tot vaststelling van het statuut der autosnelwegen."

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen. 7 april 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën
J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2010-2011.*

Stukken van het Waals Parlement 352 (2010-2011). Nrs. 1 en 4.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 6 april 2011.

Bespreking - Stemmingen.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 1188

[2011/202045]

24 MARS 2011. — Arrêté du Gouvernement wallon portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, notamment l'article 28, modifié par le décret du 22 décembre 2010 et l'article 28bis, inséré par le décret du 22 décembre 2010;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2008 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000;

Vu l'avis 49.236/4 du Conseil d'Etat, donné le 2 mars 2011 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant qu'il est nécessaire de définir des mesures préventives générales applicables à l'ensemble des sites désignés comme sites Natura 2000 mais aussi aux sites candidats au réseau Natura 2000 non encore couverts par un arrêté de désignation, en vue d'éviter la détérioration des habitats naturels et d'espèces ainsi que la perturbation significative des espèces pour lesquels ces sites ont été désignés ou sélectionnés;

Considérant que ces mesures permettront d'assurer une protection des sites candidats avant leur désignation comme sites Natura 2000, conformément à l'article 4, § 4, 1^{re} phrase, de la Directive 2009/147/CE "Oiseaux" et à l'article 4, § 5, de la Directive 92/43/CEE "Habitats", tels qu'interprétés par la Cour de justice de l'Union européenne;

Considérant qu'il importe de remplacer certaines mesures générales prévues par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2008 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000, jugées très difficilement contrôlables par les services de la Commission européenne en charge de la conditionnalité agricole, par des mesures pouvant faire l'objet d'un contrôle sur place;

Considérant qu'il importe de supprimer certaines mesures figurant dans ledit arrêté du 23 octobre 2008 dans la mesure où elles sont mieux rencontrées par d'autres dispositions légales ou réglementaires, relevant ou non de la loi sur la conservation de la nature;

Considérant qu'il importe de simplifier certaines mesures préventives générales afin de les rendre compréhensibles par leurs destinataires ainsi que par ceux chargés de vérifier leur bonne application sur le terrain et de s'assurer, de la sorte, de l'effectivité du régime juridique de Natura 2000;

Considérant que le niveau de protection des sites Natura 2000 n'en est pas réduit dans la mesure où les actes et travaux concernés font l'objet d'un contrôle en vertu d'autres dispositions ou de dispositions nouvelles plus générales, tout en restant soumis au respect des articles 28, § 1^{er}, et 29, § 2, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

Considérant par ailleurs que la violation des mesures de protection intégrales des oiseaux, des espèces animales et végétales ainsi que les atteintes à leurs habitats naturels, prévues par les articles 2, 2bis et 3, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, constituent des infractions de troisième catégorie punissables d'une amende de 100 à 100.000 euros;

Sur proposition du Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1^o arbre à forte valeur économique unitaire : arbre de qualité A ou B au sens des prescriptions reprises en annexe 1^{re};

2^o arbre d'intérêt biologique : chêne dont le tronc mesure plus de deux cents centimètres de circonférence à un mètre cinquante du sol, arbre à cavité, ou à défaut un arbre feuillu d'essence indigène de cent cinquante centimètres de circonférence à un mètre cinquante du sol, ou tout autre arbre désigné de commun accord par le propriétaire ou le gestionnaire et par le directeur du Département de la Nature et des Forêts compétent ou par son délégué;

3^o lisière externe de massif : interface entre les bois et forêts au sens de l'article 2, alinéa 2, du Code forestier et tout autre milieu;

4^o cordon rivulaire : bande boisée arbustive ou arborescente qui occupe la berge d'un cours d'eau, d'une largeur maximale de dix mètres et dont la discontinuité n'excède pas la hauteur des arbres qui la composent;

5^o coupe à blanc : sont considérées comme coupes à blanc les coupes qui ne laissent pas, pour chaque hectare, au moins septante-cinq m³ de bois fort tige dans les futaies et vingt-cinq m³ de bois fort tige dans les taillis sous futaie;

6^o essences indigènes : les essences énumérées en annexe 2;

7^o gagnage : toute parcelle aménagée par l'homme dans le but d'augmenter les ressources alimentaires du gibier;

8^o forêt éligible : bois et forêts éligibles aux aides au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2009 relatif aux indemnités et subventions dans les sites Natura 2000 et dans les sites candidats au réseau Natura 2000;

9^o plan de gestion : les plans comprenant des mesures de gestion destinées ou contribuant à la conservation de la nature, à savoir :

a) le plan particulier de gestion d'une réserve naturelle domaniale;

b) le plan de gestion d'une réserve naturelle agréée;

c) le plan de gestion d'une réserve forestière;

d) les aménagements forestiers adoptés après le 13 septembre 2009 ou les aménagements forestiers existants avant cette date mais révisés conformément à l'article 64, alinéa 1^{er}, du Code forestier;

e) l'avis conforme remis par la Direction du Développement rural de la DGO3 pour une prairie de haute valeur biologique en application de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2008 relatif à l'octroi de subventions agroenvironnementales;

10^o plan de lutte mené ou imposé par l'autorité publique : toute action menée ou imposée par l'autorité publique compétente pour limiter le développement d'une épizootie ou pour lutter contre des espèces invasives;

11^o point d'abreuvement aménagé : tout aménagement permettant l'abreuvement du bétail en limitant le piétinement des berges et en évitant le piétinement du lit du cours d'eau;

12^o propriété de deux hectares et demi : tout terrain ou groupe de terrains, d'un seul tenant ou non, appartenant à un même propriétaire ou à une même indivision, et dont la surface atteint, en bois et forêts situés en sites Natura 2000 ou en sites candidats au réseau Natura 2000, un total de plus de deux hectares et demi;

13^o bois et forêts : bois et forêts au sens de l'article 2, alinéas 1^{er} et 2, du Code forestier;

14^o sylviculture favorisant les semis naturels de résineux : dépressage et éclaircie au profit des résineux, taille et élagage des résineux et protection individuelle des résineux contre le gibier;

15^o Ministre : le Ministre ayant la Conservation de la Nature dans ses attributions.

Art. 2, § 1^{er}. Hors bois et forêts de plus de cent hectares bénéficiant du régime forestier, dans les propriétés de plus de deux hectares et demi situées en bois et forêts éligibles, des îlots de conservation sont désignés par le propriétaire selon les modalités suivantes :

1^o les îlots sont désignés à concurrence de trois pour cent de la superficie globale de la propriété concernée;

2^o ils sont constitués d'un ou de plusieurs éléments d'une surface individuelle de minimum dix ares, pour autant que la surface de forêt éligible le permette;

3^o ils sont désignés préférentiellement en bordure de cours d'eau ou dans les zones de gros bois.

§ 2. Les réserves intégrales constituées en vertu de l'article 71, alinéa 2, du Code forestier valent îlot de conservation au sens du présent arrêté.

§ 3. La désignation des îlots de conservation visés au paragraphe premier est consignée sur des documents cartographiques notifiés à l'administration selon les modalités arrêtées par le Ministre.

§ 4. Dans les îlots de conservation, sont interdits :

1^o toute forme d'exploitation de manière à permettre le vieillissement des bois et forêts et l'expression des dynamiques naturelles;

2^o l'enlèvement des arbres morts jusqu'à leur décomposition;

3^o toute autre activité ou intervention à l'exclusion du contrôle du gibier, de la sécurisation des chemins et de l'organisation de l'accueil du public.

Art. 3. Dans le périmètre d'un site Natura 2000 ou d'un site candidat au réseau Natura 2000, sont interdits :

1^o hors bois et forêts bénéficiant du régime forestier, la plantation de résineux et la sylviculture favorisant les semis naturels de résineux à moins de douze mètres des crêtes de berges des cours d'eau et plans d'eau;

2^o hors bois et forêts bénéficiant du régime forestier, dans les propriétés de plus de deux hectares et demi, la coupe et l'enlèvement d'arbres morts qui n'assureraient pas le maintien des arbres morts couchés ou debout à concurrence de minimum deux arbres morts par hectare de circonférence supérieure à cent vingt-cinq centimètres à un mètre cinquante du sol répartis si possible sur l'ensemble de la surface concernée et représentatifs du rapport entre feuillus et résineux.

Cette disposition n'est pas applicable aux arbres présentant une menace pour la sécurité publique situés le long des routes, chemins et sentiers au sens du Code forestier, voies de chemin de fer, lignes électriques et conduites de gaz ni aux arbres à forte valeur économique unitaire;

3° hors bois et forêts bénéficiant du régime forestier, dans les propriétés de plus de deux hectares et demi, la coupe d'arbres autres qu'à forte valeur économique unitaire, qui ne maintiendrait pas au moins un arbre d'intérêt biologique par deux hectares;

4° hors bois et forêts bénéficiant du régime forestier, dans les propriétés de plus de deux hectares et demi, toute intervention en lisière externe de massif qui n'assure pas le maintien ou la création d'un cordon d'essences arbustives d'au moins dix mètres de large comprenant au maximum trois arbres de plus de cent centimètres de circonférence à un mètre cinquante du sol par cent mètres linéaires;

5° le labour de terres agricoles à moins d'un mètre des crêtes de berge des fossés;

6° à partir de l'entrée en vigueur de l'arrêté de désignation du site Natura 2000 publié au *Moniteur belge*, le labour des prairies permanentes au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2009 relatif aux indemnités et subventions dans les sites Natura 2000 et dans les sites candidats au réseau Natura 2000.

Art. 4. Dans le périmètre d'un site Natura 2000 ou d'un site candidat au réseau Natura 2000, sont soumis à autorisation préalable, au sens de l'article 28, § 4, alinéa 2, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, ci-après désignée "la loi" :

1° en absence d'arrêté de désignation du site Natura 2000 publié au *Moniteur belge*, le labour des prairies permanentes au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2009 relatif aux indemnités et subventions dans les sites Natura 2000 et dans les sites candidats au réseau Natura 2000;

2° la création ou la remise en fonction de drains ainsi que le creusement ou la remise en fonction de fossés, à l'exception des fossés de bord de voirie ainsi que des drains et fossés prévus dans un plan de gestion;

3° l'accès du bétail aux berges des cours d'eau et plans d'eau dont les mares, sauf aux points d'abreuvement aménagés, aux points d'abreuvement prévus dans un plan de gestion ou, pour l'accès aux plans d'eau, sur maximum vingt-cinq pour cent du périmètre. Cette mesure s'applique à la date fixée par le Gouvernement;

4° en dehors des cultures et des bois et forêts, l'utilisation de tous les produits herbicides. La mesure n'est pas d'application lorsque l'utilisation s'inscrit dans un plan de lutte mené ou imposé par l'autorité publique, ainsi que pour le traitement localisé par pulvérisateur à lance ou par pulvérisateur à dos contre les orties, chardons et rumex, au moyen de produits sélectifs ainsi que pour la protection des clôtures électriques en fonctionnement sur une largeur maximale de 50 centimètres de part et d'autre de la clôture;

5° l'entretien, y compris la fauche et le gyrobroyage, de la végétation des bords de voies publiques, entre le 15 mars et le 31 juillet, à l'exception d'une bande d'un mètre au départ du bord extérieur de la voie ou lorsque des raisons liées à la sécurité publique ou de destruction de chardons le justifient;

6° en forêt éligible, du 1^{er} avril au 30 juin, l'élimination de plus de cinquante pour cent de la végétation au sol par des travaux préparatoires mécanisés de plantation ou des dégagements ainsi que les abattages d'arbres sauf pour l'abattage des arbres de moins de cent centimètres de circonférence à un mètre cinquante du sol et le fauchage des fougères aigles et des ronces;

7° par parcelle ou par propriété d'un seul tenant, toute coupe comptabilisée sur dix ans totalisant plus de trente pour cent des cordons rivulaires;

8° les coupes à blanc de peuplements feuillus d'essences indigènes :

a) sur toutes les propriétés en site Natura 2000 ou en site candidat au réseau Natura 2000 : sur une superficie de plus d'un hectare à moins de cent mètres d'une coupe antérieure de moins de six ans;

b) dans les propriétés contenant moins de cent hectares de bois et forêts en site Natura 2000 ou en site candidat au réseau Natura 2000 : sur une superficie totale de plus de cinq hectares par cinq ans et par propriété de bois et forêts incluse en site Natura 2000 ou en site candidat au réseau Natura ;

c) dans les propriétés contenant cent hectares ou plus de bois et forêts en site Natura 2000 ou en site candidat au réseau Natura 2000 : sur une superficie totale de plus de cinq pour cent par cinq ans de la surface de la propriété de bois et forêts incluse en site Natura 2000 ou en site candidat au réseau Natura 2000;

9° l'épandage de tout amendement et de tout engrais minéral ou organique, y compris fumier, fiente, lisier, boue d'épuration et gadoue de fosses septiques à moins de douze mètres des crêtes de berges des cours d'eau et plans d'eau.

Art. 5. Dans le périmètre d'un site Natura 2000 ou d'un site candidat au réseau Natura 2000, sont soumis à notification préalable, au sens de l'article 28, § 4, alinéa 3, de la loi :

1° la création et le maintien de gagnages artificiels, de cultures à gibier et de zones de nourrissage du grand gibier au sens de la loi du 28 février 1882 sur la chasse;

2° l'entretien de fossés et drains fonctionnels existants;

3° en dehors des bois et forêts, l'implantation d'un hébergement de groupe temporaire dans le cadre des mouvements de jeunesse ou d'infrastructures destinées à l'organisation d'activités de groupes, récréatives, sportives ou de loisirs.

Art. 6. L'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2008 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 est abrogé.

Art. 7. Le Ministre de la Nature est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 24 mars 2011.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

B. LUTGEN

ANNEXE 1^{re}

Tableau fixant les classes de qualité des arbres

Chênes sur pied

Classes de qualité				
	A	B	C	D
Caractéristiques	Tranchage, sciage 1 ^{er} choix (menuiserie fine), déroulage 1 ^{er} choix	Sciage 1 ^{er} choix (menuiserie fine), déroulage 1 ^{er} et 2 ^e choix	Sciage 2 ^e choix (menuiserie ordinaire)	Bois de chauffage, palette, trituration
Longueur minimale	2,5 m	2 m	2 m	Aucune restriction
Circonférence min. à 1,5 m	145 cm	130 cm	100 cm	
Nœuds sains	1 ≤ 2 cm diam./2,5 m	Σ max de ces défauts = 120 mm, étant entendu qu'une branche vivante < 6 cm diam. et qu'une branche morte < 2 cm diam.	1 gros nœud > 4 cm diam./2 m	
Picots (bourgeon dormant)	(1 admis/2,5 m si absence de toute autre singularité)		Admis	
Roses (nœud recouvert)	Exclus		2 ≤ 4 cm diam./m (1 grosse > 4 cm diam./2 m si absence de toute autre singularité)	
Broussins (ensemble concentré de bourgeons lignifiés)	Exclus		1/m	
Nœuds vicieux	Exclus	Exclus	(1 gros nœud > 4 cm diam./2 m si absence de toute autre singularité)	
Frottures	Admises si dans l'aubier	Admises si dans l'aubier	Admises	
Méplat	≤ 10 %	Admis	Admis	
Gélivures	Exclues	Exclues	Exclues	
Fibre torse	≤ 5 cm/m	≤ 8 cm/m	Tolérée	
Courbure	≤ 2 cm/m	≤ 4 cm/m	≤ 4 cm/m	
Cannelures	1 à 2 admises si opposées	1 à 2 admises si opposées	Admises	
Pourriture, gros trous	Exclus	Exclus	Exclus	Exclus

Hêtres et autres feuillus indigènes sur pied

Classes de qualité				
	A	B	C	D
Caractéristiques	Tranchage, sciage 1 ^{er} choix (menuiserie fine), déroulage 1 ^{er} choix	Sciage 1 ^{er} choix (menuiserie fine), déroulage 1 ^{er} et 2 ^e choix	Sciage 2 ^e choix (menuiserie ordinaire)	Bois de chauffage, palette, trituration
Longueur minimale	3 m	2 m	2 m	Aucune restriction
Circonférence min. à 1,5 m	145 cm	130 cm	100 cm	
Accroissement	> 1,2 cm de circ.	Aucune restriction	Aucune restriction	Admises
Branches vivantes	Exclues	3 singularités admises par 3 m, étant entendu que le diamètre toléré pour une branche ou un nœud recouvert est de 8 cm maximum	Admises	
Branches mortes	Exclues			
Nœuds recouverts	Exclus			
Nœuds vicieux	Exclus	Exclus	Tolérés si espacés d'au moins 1,5 m	
Frottures	Exclues	Exclues	Tolérées	
Fibre torse	≤ 5 cm/m	≤ 9 cm/m	Tolérée	
Courbure	≤ 2 cm/m	≤ 4 cm/m	Tolérée	
Cannelure	1 à 2 admises si opposées	1 à 2 admises si opposées	Admise	
Méplat	≤ 15 %	Admis	Admis	
Pourriture, trous de vers, gros trous	Exclus	Exclus	Exclus	Exclus

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures générales préventives applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000.

Namur, le 24 mars 2011.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

B. LUTGEN

ANNEXE 2

Liste des essences indigènes en Région wallonne

1. Alisier torminal (*Sorbus torminalis*)
2. Alouchier (*Sorbus aria*)
3. Aubépine épineuse (*Crataegus laevigata*)
4. Aubépine monogyne (*Crataegus monogyna*)
5. Aulne glutineux (*Alnus glutinosa*)
6. Bouleau pubescent (*Betula pubescens*)
7. Bouleau verruqueux (*Betula pendula*)
8. Bourdaine (*Frangula alnus*)
9. Buis (*Buxus sempervirens*)
10. Camérisier (*Lonicera xylosteum*)
11. Cerisier à grappes (*Prunus padus*)
12. Cerisier de Ste-Lucie (*Prunus maaleb*)
13. Charme (*Carpinus betulus*)
14. Chêne pédonculé (*Quercus robur*)
15. Chêne pubescent (*Quercus pubescens*)
16. Chêne sessile (*Quercus petraea*)
17. Cornouiller mâle (*Cornus mas*)
18. Cornouiller sanguin (*Cornus sanguinea*)
19. Epine-vinette (*Berberis vulgaris*)
20. Erable champêtre (*Acer campestre*)
21. Erable plane (*Acer platanoides*)
22. Erable sycomore (*Acer pseudoplatanus*)
23. Frêne commun (*Fraxinus excelsior*)
24. Fusain d'Europe (*Euonymus europaeus*)
25. Genévrier commun (*Juniperus communis*)
26. Hêtre (*Fagus sylvatica*)
27. Houx (*Ilex aquifolium*)
28. If commun (*Taxus baccata*)
29. Merisier (*Prunus avium*)
30. Néflier (*Mespilus germanicus*)
31. Nerprun purgatif (*Rhamnus cathartica*)
32. Noisetier, coudrier (*Coryllus avellana*)
33. Orme champêtre (*Ulmus minor*)
34. Orme des montagnes (*Ulmus glabra*)
35. Orme lisse (*Ulmus laevis*)
36. Peuplier noir (*Populus nigra*)
37. Peuplier tremble (*Populus tremula*)
38. Pin sylvestre (*Pinus sylvestris*)
39. Poirier commun (*Pyrus pyraeaster*)
40. Pommier sauvage (*Malus sylvestris*)
41. Prunellier (*Prunus spinosa*)
42. Saule à oreillettes (*Salix aurita*)
43. Saule à trois étamines (*Salix triandra*)
44. Saule blanc (*Salix alba*)
45. Saule cassant (*Salix fragilis*)
46. Saule cendré (*Salix cinerea*)
47. Saule des vanniers (*Salix viminalis*)
48. Saule marsault (*Salix caprea*)
49. Saule pourpre (*Salix purpurea*)

50. Saule roux (*Salix atrocinerea*)
51. Sorbier des oiseleurs (*Sorbus aucuparia*)
52. Sureau à grappes (*Sambucus racemosa*)
53. Sureau noir (*Sambucus nigra*)
54. Tilleul à grandes feuilles (*Tilia platyphyllos*)
55. Tilleul à petites feuilles (*Tilia cordata*)
56. Troène (*Ligustrum vulgare*)
57. Viorne mancienne (*Viburnum lantana*)
58. Viorne obier (*Viburnum opulus*)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000.

Namur, le 24 mars 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 1188

[2011/202045]

24. MÄRZ 2011 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, insbesondere des Artikels 28, abgeändert durch das Dekret vom 22. Dezember 2010 und des Artikels 28bis, eingefügt durch das Dekret vom 22. Dezember 2010;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Oktober 2008 zur Festlegung der allgemeinen auf die Natura 2000-Gebiete anwendbaren Vorbeugungsmaßnahmen;

Aufgrund des am 2. März 2011 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1^o der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 49.236/4 des Staatsrats;

In Erwägung der Notwendigkeit, allgemeine Vorbeugungsmaßnahmen zu definieren, die auf die gesamten als Natura 2000-Gebiete bezeichneten Gebiete aber auch auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete, die noch nicht durch einen Bezeichnungserlass gedeckt sind, anwendbar sind, um die Verschlechterung der natürlichen Lebensräume und der Arten sowie die erhebliche Beeinträchtigung der Arten, für die das Gebiet bezeichnet oder ausgewählt wurde, zu vermeiden;

In der Erwägung, dass diese Maßnahmen die Möglichkeit geben werden, einen Schutz der um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete vor ihrer Bezeichnung als Natura 2000-Gebiete, gemäß Artikel 4 § 4 1. Satz der "Vögel"-Richtlinie 2009/147/EG und gemäß Artikel 4 § 5 der "FFH"-Richtlinie 92/43/EWG, wie sie durch den Gerichtshof der Europäischen Union ausgelegt sind, zu gewährleisten;

In Erwägung der Notwendigkeit, gewisse allgemeine Maßnahmen, die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Oktober 2008 zur Festlegung der allgemeinen auf die Natura 2000-Gebiete anwendbaren Vorbeugungsmaßnahmen vorgesehen werden und die durch die mit der Cross-Compliance beauftragten Dienststellen der Europäischen Kommission als schwer überprüfbar erachtet sind, durch Maßnahmen, die Gegenstand einer Kontrolle an Ort und Stelle sein können, zu ersetzen;

In Erwägung der Notwendigkeit, gewisse im besagten Erlass vom 23. Oktober 2008 stehende Maßnahmen aufzuheben, insofern ihnen durch andere Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen, die in den Bereich des Gesetzes über die Erhaltung der Natur fallen, besser gerecht wird;

In Erwägung der Notwendigkeit, gewisse allgemeine Vorbeugungsmaßnahmen zu vereinfachen, damit sie für ihre Empfänger sowie für diejenigen, die mit der Überprüfung ihrer guten Anwendung an Ort und Stelle beauftragt werden, begreiflich werden, und sich so der Effektivität der Rechtslage von Natura 2000 zu vergewissern;

In der Erwägung, dass das Schutzniveau der Natura 2000-Gebiete davon nicht verhindert wird, insofern die betroffenen Handlungen und Arbeiten aufgrund anderer Bestimmungen oder neuer allgemeinerer Bestimmungen Gegenstand einer Überprüfung sind, während sie der Beachtung der Artikel 28 § 1 und 29 § 2 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur unterworfen bleiben;

In der Erwägung außerdem, dass die Verletzung der gesamten Maßnahmen zum Schutz der Vögel, der Tier- und Pflanzenarten sowie die Schädigungen ihrer natürlichen Lebensräume, die in Artikeln 2, 2bis und 3 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgesehen sind, Verstöße der dritten Kategorie bilden, die mit einer Geldstrafe von 100 bis 100.000 Euro belegt werden;

Auf Vorschlag des Ministers für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe,

Beschließt:

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1^o Baum mit einem großen einheitlichen wirtschaftlichen Wert: Baum mit dem Wert A oder B im Sinne der in der Anlage 1 angegebenen Vorschriften;

2^o biologisch wertvoller Baum: Eiche mit einem in einer Höhe von 1,5 m über dem Boden gemessenen Umfang von mehr als 200 cm, Baum mit Höhlungen, oder in Ermangelung dessen ein einheimischer Laubbaum mit einem in einer Höhe von 1,5 m über dem Boden gemessenen Umfang von 150 cm, oder jeglicher andere Baum, der im Einvernehmen zwischen dem Eigentümer, dem Bewirtschafter und dem zuständigen Direktor der Abteilung Natur und Forstwesen oder dessen Beauftragten bezeichnet wird;

3° äußerster Rand des Gebiets: Schnittstelle zwischen den Forsten und Wäldern im Sinne von Artikel 2 Absatz 2 des Forstgesetzbuches und jeglichem anderen Gebiet;

4° Ufersaum: Gehölzstreife mit Bäumen oder Sträuchern, die sich auf dem Ufer eines Wasserlaufs befindet, höchstens zehn Meter breit ist und deren unterbrochene Anordnung die Höhe der Bäume, die sie zusammensetzen, nicht übersteigt;

5° Kahlschlag: die Holzschläge, die als Kahlschläge betrachtet werden, sind diejenigen, die für jeden Hektar kein Schaffterholzvolumen des Holzbestands von mindestens fünfundsiebzig Kubikmetern in den Hochwäldern und von mindestens fünfundzwanzig Kubikmetern in den Mittelwäldern übrig lassen;

6 einheimische Arten: die in der Anlage 2 aufgelisteten Arten;

7° Äsungsbereich: jegliche Parzelle, die durch den Mensch gestaltet wird, um die Futterressourcen des Wildes zu erhöhen;

8° beihilfeberechtigter Forst: Forste und Wälder, die im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. April 2009 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in den um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten beihilfeberechtigt sind;

9° Verwaltungsplan: die Pläne, die Verwaltungsmaßnahmen umfassen, die für die Naturerhaltung bestimmt sind oder die einen Beitrag zu ihr leisten, d.h.:

a) der Sonderplan zur Verwaltung eines staatlichen Naturschutzgebiets;

b) der Verwaltungsplan eines anerkannten Naturschutzgebiets;

b) der Verwaltungsplan eines Forstschutzgebiets;

d) die nach dem 13. September 2009 angenommenen Forsteinrichtungen oder die Forsteinrichtungen, die vor diesem Datum bestanden, aber die gemäß Artikel 64 Absatz 1 des Forstgesetzbuches revidiert worden sind;

e) das durch die Direktion der ländlichen Entwicklung abgegebene gleichlautende Gutachten für eine biologisch wertvolle Weide in Anwendung von Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2008 über die Gewährung von agrarökologischen Subventionen;

10° durch die öffentliche Behörde durchgeführter oder auferlegter Bekämpfungsplan: jegliche Maßnahme, die durch die zuständige öffentliche Behörde durchgeführt oder auferlegt wird, um die Entwicklung einer Epizootie zu beschränken oder um die invasiven Arten zu bekämpfen;

11° als Tränkstelle eingerichtete Stelle: jede Einrichtung, die das Tränken des Viehs ermöglicht, wobei das Zertreten der Ufer beschränkt und das Zertreten vom Gewässerbett beschränkt wird;

12° zweieinhalb Hektar großes Eigentum: ein Grundstück oder eine Gruppe von Grundstücken, zusammenhängend oder nicht, die ein und demselben Eigentümer oder ein und derselben Rechtsgemeinschaft gehören und deren Fläche in Forsten und Wäldern, die sich in Natura 2000 Gebieten oder in um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten befinden, insgesamt mehr als zweieinhalb Hektar beträgt;

13° Forste und Wälder: Forste und Wälder im Sinne von Artikel 2 Absätze 1 und 2 des Forstgesetzbuches;

14° Forstwirtschaft, die die aus Naturverjüngung gewonnenen Nadelbäume fördert: Auflichtung und Durchforstung zugunsten der Nadelbäume, Schnitt und Ausästung der Nadelbäume und individueller Schutz der Nadelbäume gegen Wildschäden;

15° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Naturerhaltung gehört.

Art. 2 - § 1 - Außer in Forsten und Wäldern von mehr als 100 ha, die unter die Forstregelung fallen, werden in den in beihilfeberechtigten Forsten und Wäldern befindlichen Besitzen von mehr als 2,5 ha Erhaltungssinseln durch den Eigentümer nach den folgenden Modalitäten bezeichnet:

1° die Inseln werden bis zu 3% der Gesamtfläche des betroffenen Besitzes bezeichnet;

2° sie bestehen aus einem oder mehreren Bestandteil(en) mit einer individuellen Fläche von mindestens zehn Ar, insofern die Fläche des beihilfeberechtigten Forstes es ermöglicht;

3° sie werden vorzugsweise am Rand von Wasserläufen oder in den Starkholzbeständen bezeichnet;

§ 2 - Die aufgrund von Artikel 71 Absatz 2 des Forstgesetzbuches errichteten vollständigen Überhältern gelten im Sinne des vorliegenden Erlasses als Erhaltungssinseln.

§ 3 - Die Bezeichnung der im ersten Paragraphen erwähnten Erhaltungssinseln wird auf kartographischen Dokumenten eingetragen, die der Verwaltung nach den durch den Minister festgelegten Modalitäten zugestellt werden.

§ 4 - In den Erhaltungssinseln wird Folgendes untersagt:

1° jede Form von Bewirtschaftung, um die Älterung der Forste und Wälder und den Ausdruck der natürlichen Dynamik zu ermöglichen;

2° das Entfernen der abgestorbenen Bäume bis zu ihrem Verfall;

3° jegliche andere Tätigkeit oder jeglicher andere Eingriff, mit Ausnahme der Kontrolle des Wildes, der Sicherung der Wege und der Organisation der Betreuung von Besuchern.

Art. 3 - In dem Umkreis eines Natura 2000-Gebiets oder eines um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiets wird Folgendes untersagt:

1° außer in Forsten und Wäldern, die unter die Forstregelung fallen, die Anpflanzung von Nadelbäumen und die Forstwirtschaft, die die aus Naturverjüngung gewonnenen Nadelbäume fördert, in einem Abstand von weniger als zwölf Metern vom oberen Teil des Ufers der Wasserläufe und Wasserflächen;

2° in den Eigentümern von mehr als 2,5 ha Wald, außer in Forsten und Wäldern, die unter die Forstregelung fallen, das Fällen und Entfernen von abgestorbenen Bäumen, die nicht die Aufrechterhaltung von bereits gefallenem oder noch stehenden abgestorbenen Bäumen gewährleisten, und zwar in einer Anzahl von wenigstens zwei abgestorbenen Bäumen mit einem in einer Höhe von 1,5 m über dem Boden gemessenen Umfang über 125 cm pro Hektar, die wenn möglich auf der gesamten betroffenen Fläche verteilt und für das Verhältnis zwischen Laub- und Nadelbäumen repräsentativ sind. Diese Bestimmung wird nicht angewandt bei den Bäumen, die eine Bedrohung für die Sicherheit der Personen darstellen und die sich entlang der Straßen, Wege und Pfade im Sinne des Forstgesetzbuches, der Bahngleise, Strom- und Gasleitungen befinden, oder bei den Bäumen mit einem großen einheitlichen wirtschaftlichen Wert.

3° in den Eigentümern von mehr als zweieinhalb Hektar außer in Forsten und Wäldern, die unter die Forstregelung fallen, das Fällen von Bäumen, mit Ausnahme der Bäume mit einem großen einheitlichen wirtschaftlichen Wert, die nicht der Erhaltung von mindestens einem biologisch wertvollen Baum pro zwei Hektar dient;

4° in den Eigentümern von mehr als 2,5 Ha außer in Forsten und Wäldern, die unter die Forstregelung fallen, jeglicher Eingriff am äußersten Rand des Gebiets, der nicht der Erhaltung oder der Errichtung einer mindestens 10 m breiten Reihe von Laubarten dient, die höchstens drei Bäume mit einem in einer Höhe von 1,5 m über dem Boden gemessenen Umfang über 100 cm pro 100 m lineare Elemente umfasst;

5° das Pflügen der landwirtschaftlich genutzten Flächen in einem Abstand von weniger als 1 m von dem oberen Teil des Ufers der Gräben;

6° ab dem Inkrafttreten des im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichten Erlasses zur Bezeichnung des Natura 2000-Gebietes das Pflügen der Dauerwiese n im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. April 2009 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-ebieten und in den um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten.

Art. 4 - Im Umkreis eines Natura 2000-Gebiets oder eines um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiets unterliegt Folgendes einer vorherigen Genehmigung im Sinne von Artikel 28 § 4 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, hierunter "das Gesetz" genannt:

1° in Ermangelung eines im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichten Erlasses zur Bezeichnung des Natura 2000-Gebietes, das Pflügen der Dauerwiesen im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. April 2009 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in den um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten;

2° das Anlegen und die Wiederinbetriebnahme von Sickerleitungen sowie das Ausheben und die Wiederinbetriebnahme von Gräben, mit Ausnahme von Gräben am Rand der Verkehrsstraßen sowie der im Verwaltungsplan vorgesehenen Sickerleitungen und Gräben;

3° der Zugang des Viehs zu den Wasserläufen und den Wasserflächen, u.a. zu den Tümpeln mit Ausnahme der als Tränkstellen eingerichteten Stellen, der im Verwaltungsplan vorgesehenen Tränkstellen, oder für den Zugang zu den Wasserflächen, auf maximal 25% des Umkreises. Diese Maßnahme findet Anwendung an dem durch die Regierung festgelegten Datum.

4° außer in den Gebieten landwirtschaftlicher Nutzung und in den Forsten und Wäldern, die Verwendung der gesamten Unkrautvertilgungsmittel. Die Maßnahme ist nicht anwendbar, wenn die Verwendung im Rahmen eines durch die öffentliche Behörde durchgeführten oder auferlegten Bekämpfungsplans stattfindet, sowie für die lokale Anwendung mit einer Handspritze oder einer Rückenspritze zur Bekämpfung von Ackerdisteln, Ampfer und Brennesseln mit selektiven Produkten sowie für den Schutz der funktionierenden elektrischen Zäune auf einem 50 cm breiten Streifen auf beiden Seiten des Zaunes;

5° der Unterhalt, einschließlich des Mähens und des Kreiselbrechens der Vegetation am Rand der öffentlichen Straßen zwischen dem 15. März und dem 31. Juli, mit Ausnahme eines ein Meter breiten Streifens, gemessen ab dem Außenrand des Verkehrsweges, oder aus Gründen der öffentlichen Sicherheit oder der Vernichtung von Disteln;

6° in einem beihilfeberechtigten Forst vom 1. April bis zum 30. Juni die Beseitigung von mehr als fünfzig Prozent der Vegetation am Boden durch die maschinell durchgeführten Vorbereitungsarbeiten zur Anpflanzung, durch die Auflichtung und das Fällen von Bäumen, außer für das Fällen der Bäume mit einem in einer Höhe von 1,5 m über dem Boden gemessenen Umfang unter 100 cm und das Mähen des Adlerfarns und der Ackerbrombeere;

7° pro zusammenhängende Parzelle oder pro zusammenhängendes Eigentum jeder innerhalb einer Zeitspanne von zehn Jahren verbuchte Holzschlag, der mehr als dreißig Prozent der Ufersäume erreicht;

8° die Kahlschläge von einheimischen Laubbeständen:

a) auf den gesamten Besitzen in einem Natura 2000-Gebiet oder in einem um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiet: auf einer Fläche von mehr als einem Hektar in einem Abstand von hundert Metern von einem vorherigen Holzschlag, der vor weniger als sechs Jahren stattfand;

a) auf den gesamten Besitzen in einem Natura 2000-Gebiet oder in einem um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiet, die weniger als hundert Hektar von Forsten und Wäldern umfassen: auf einer Gesamtfläche von mehr als fünf Hektar pro fünf Jahre und pro Besitz von Forsten und Wäldern, die in einem Natura 2000-Gebiet oder in einem um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiet eingeschlossen sind;

a) auf den Besitzen in einem Natura 2000-Gebiet oder in einem um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiet, die hundert Hektar oder mehr von Forsten und Wäldern umfassen: auf einer Gesamtfläche von mehr als fünf Prozent pro fünf Jahre der Fläche des Besitzes von Forsten und Wäldern, die in einem Natura 2000-Gebiet oder in einem um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiet eingeschlossen sind;

9° das Ausbringen vom Bodenverbesserungsmittel sowie vom mineralischen oder organischen Düngemittel einschließlich Mist, Kot, Gülle, Klärschlamm und Schlamm aus Klärgruben in einem Abstand von weniger als zwölf Metern zu dem oberen Teil des Ufers der Wasserläufe und Wasserflächen;

Art. 5 - In dem Umkreis eines Natura 2000-Gebiets oder eines um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiets unterliegt Folgendes der vorherigen Notifizierung im Sinne von Artikel 28 § 4 Absatz 3 des Gesetzes:

1° die Einrichtung und die Erhaltung von künstlichen Äsungsbereichen, von Wildackern und von Fütterungsstellen für Großwild im Sinne des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd;

2° der Unterhalt der bestehenden Funktionsgräben und -sickerleitungen;

3° außerhalb der Forste und Wälder die Anlage von zeitweiligen Gruppenunterkünften im Rahmen der Jugendbewegungen oder von Infrastrukturen, die für die Organisation von Gruppenaktivitäten, Freizeitaktivitäten und Sportaktivitäten bestimmt sind.

Art. 6 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Oktober 2008 zur Festlegung der allgemeinen auf die Natura 2000-Gebiete anwendbaren Vorbeugungsmaßnahmen wird aufgehoben.

Art. 7 - Der Minister für Natur wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 8 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 24. März 2011

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft,
ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

B. LUTGEN

ANLAGE 1

Tabelle zur Festlegung der Baumqualitätsklassen

Eichenbestand

Qualitätsklasse				
	A	B	C	D
Caractéristiques	durch einfaches Aufschneiden teilen, Sägen 1. Wahl (feine Schreinerei), Rundschälen 1. Wahl	Sägen 1. Wahl (feine Schreinerei), Rundschälen 1. und 2. Wahl	Säge 2. Wahl (gewöhnliche Schreinerei)	Brennholz, Palette, Zermahlen
Mindestlänge	2,5 m	2 m	2 m	Keine Einschränkung
Mindestumfang auf 1,5 m	145 cm	130 cm	100 cm	
Gesunde Äste	1 ≤ 2 cm Durchmesser./2,5 m	Max. Σ dieser Fehler = 120 mm, wobei vorausgesetzt wird, dass ein lebender Ast < 6 cm Durchmesser und ein abgestorbener Ast < 2cm Durchmesser hat	1 großer Ast > 4 cm Durchmesser./2 m	
Proventivknospe (schlafendes Auge)	(1 zugelassen/2,5 m bei keiner anderen Besonderheit)		zugelassen:	
Rosen (überwallte Äste)	ausgeschlossen		2 ≤ 4 Durchmesser/m (1 Dicke > 4 cm Durchmesser bei keiner anderen Besonderheit)	
Masserknollen (sie bestehen aus verholzten Knospen)	ausgeschlossen		1/m	
Fauläste	ausgeschlossen	ausgeschlossen	(1 dicker Ast > 4 cm Durchmesser./2 m bei keiner anderen Besonderheit)	
Fedeschaden	zugelassen wenn im Splint	werden ugelassen wenn im Splint	zugelassen:	
Nicht zylindrischer Baum	≤ 10 %	zugelassen:	zugelassen:	
Frostrissen	ausgeschlossen	ausgeschlossen	ausgeschlossen	
Drehwuchs	≤ 5 cm/m	≤ 8 cm/m	gestattet	
Krümmung	≤ 2 cm/m	≤ 4 cm/m	≤ 4 cm/m	
Rillen	1 bis 2 zugelassen, wenn entgegengesetzt	1 bis 2 zugelassen, wenn entgegengesetzt	zugelassen:	
Fäule, dicke Löcher	ausgeschlossen	ausgeschlossen	ausgeschlossen	ausgeschlossen

Buchen und andere einheimische Laubbaumbestände

Qualitätsklasse				
	A	B	C	D
Caractéristiques	durch einfaches Aufschneiden teilen, Sägen 1. Wahl (feine Schreinerei), Rundschälen 1. Wahl	Sägen 1. Wahl (feine Schreinerei), Rundschälen 1. und 2. Wahl	Sagen 2. Wahl (gewöhnliche Schreinerei)	Brennholz, Palette, Zermahlen
Mindestlänge	3 m	2 m	2 m	Keine Einschränkung
Mindestumfang auf 1,5 m	145 cm	130 cm	100 cm	
Zuwachs	> 1,2 cm Umfang	Keine Einschränkung	Keine Einschränkung	zugelassen:
Lebende Äste	ausgeschlossen	3 pro 3 m zugelassen Besonderheiten, wobei vorausgesetzt wird, dass der für einen Ast oder einen überwallten Ast gestattete Durchmesser höchstens 8 cm ist.	zugelassen:	
Abgestorbene Äste	ausgeschlossen		1 pro Meter	
Überwallte Äste	ausgeschlossen		Gestattet, wenn sie in einem Abstand von mindestens 1,5 m auseinander stehen	
Fauläste	ausgeschlossen	ausgeschlossen	gestattet	
Fegeschaden	ausgeschlossen	ausgeschlossen	gestattet	
Drehwuchs	≤ 5 cm/m	≤ 9 cm/m	gestattet	
Krümmung	≤ 2 cm/m	≤ 4 cm/m	gestattet	
Rillen	1 bis 2 werden zugelassen, wenn entgegengesetzt	1 bis 2 werden zugelassen, wenn entgegengesetzt	zugelassen:	
Nicht zylindrischer Baum	≤ 15 %	zugelassen:	zugelassen:	
Fäule, Wurmlöcher, dicke Löcher	ausgeschlossen	ausgeschlossen	ausgeschlossen	ausgeschlossen

Gesehen, um dem Erlass der Walllonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind, beigefügt zu werden.

Namur, den 24. März 2011

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

B. LUTGEN

ANLAGE 2

Liste der einheimischen Arten in der Wallonischen Region

1. Elsbeere (*Sorbus torminalis*)
2. Echte Mehlbeere (*Sorbus aria*)
3. Zweigriffeliger Weißdorn (*Crataegus laevigata*)
4. Eingriffeliger Weißdorn (*Crataegus monogyna*)
5. Schwarz-Erle (*Alnus glutinosa*)
6. Moor-Birke (*Betula pubescens*)
7. Hänge-Birke (*Betula pendula*)
8. Faulbaum (*Frangula alnus*)
9. Buchsbaum (*Buxus sempervirens*)
10. Rote Heckenkirsche (*Lonicera xylosteum*)
11. Gewöhnliche Traubenkirsche (*Prunus padus*)
12. Steinweichsel (*Prunus maaleb*)
13. Hainbuche (*Carpinus betulus*)
14. Stieleiche (*Quercus robur*)
15. Flaumeiche (*Quercus pubescens*)
16. Traubeneiche (*Quercus petraea*)
17. Kornelkirsche (*Cornus mas*)
18. Roter Hartriegel (*Cornus sanguinea*)
19. Sauerdorn (*Berberis vulgaris*)
20. Feldahorn (*Acer campestre*)
21. Spitzahorn (*Acer platanoides*)
22. Bergahorn (*Acer pseudoplatanus*)
23. Gemeine Esche (*Fraxinus excelsior*)
24. Gewöhnlicher Spindelstrauch (*Euonymus europaeus*)
25. Gemeiner Wacholder (*Juniperus communis*)
26. Rotbuche (*Fagus sylvatica*)
27. Europäische Stechpalme (*Ilex aquifolium*)
28. Europäische Eibe (*Taxus baccata*)
29. Vogel-Kirsche (*Prunus avium*)
30. Deutsche Mispel (*Mespilus germanicus*)
31. Purgier-Kreuzdorn (*Rhamnus cathartica*)
32. Haselnussbaum (*Coryllus avellana*)
33. Feldulme (*Ulmus minor*)
34. Bergulme (*Ulmus glabra*)
35. Flatterulme (*Ulmus laevis*)
36. Schwarzpappel (*Populus nigra*)
37. Zitterpappel (*Populus tremula*)
38. Waldkiefer (*Pinus sylvestris*)
39. Wildbirne (*Pyrus pyraeaster*)
40. Holzapfel (*Malus sylvestris*)
41. Schlehdorn (*Prunus spinosa*)
42. Ohrweide (*Salix aurita*)
43. Mandelweide (*Salix triandra*)
44. Silberweide (*Salix alba*)
45. Bruchweide (*Salix fragilis*)
46. Aschweide (*Salix cinerea*)
47. Korbweide (*Salix viminalis*)
48. Salweide (*Salix caprea*)
49. Purpurweide (*Salix purpurea*)

50. Rotweide (*Salix atrocinerea*)
51. Vogelbeerbaum (*Sorbus aucuparia*)
52. roter Holunder (*Sambucus racemosa*)
53. schwarzer Holunder (*Sambucus nigra*)
54. Sommerlinde (*Tilia platyphyllos*)
55. Winterlinde (*Tilia cordata*)
56. Gemeiner Liguster (*Ligustrum vulgare*)
57. Wolliger Schneeball (*Viburnum lantana*)
58. Gemeiner Schneeball (*Viburnum opulus*)

Gesehen, um dem Erlass der Walllonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind, beigefügt zu werden.

Namur, den 24. März 2011

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft,
ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
B. LUTGEN

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 1188

[2011/202045]

24 MAART 2011. — Besluit van de Waalse Regering houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, inzonderheid op artikel 28, gewijzigd bij het decreet van 22 december 2010, en op artikel 28bis, ingevoegd bij het decreet van 22 december 2010;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2008 betreffende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties;

Gelet op het advies 49.236/4 van de Raad van State, gegeven op 2 maart 2011, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat er voorzien moet worden in algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op het geheel van de als Natura 2000-locaties aangewezen locaties, alsook op de voor het Natura 2000-netwerk in aanmerking komende locaties die nog niet het voorwerp van een aanwijzingsbesluit zijn, ten einde beschadiging van de natuurlijke habitats en van soorten te voorkomen, alsook belangrijke verstoringen van soorten waarvoor die locaties zijn aangewezen of uitgekozen;

Overwegende dat die maatregelen zullen zorgen voor de bescherming van de in aanmerking komende locaties voordat ze als Natura 2000-locaties aangewezen worden, overeenkomstig artikel 4, § 4, eerste zin, van Richtlijn 2009/147/EG "Vogels" en artikel 4, § 5, van Richtlijn 92/43/EEG "Habitats", zoals geïnterpreteerd door het Hof van Justitie van de Europese Unie;

Overwegende dat bepaalde algemene maatregelen opgelegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2008 betreffende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, waarvan geacht wordt dat ze heel moeilijk te controleren zijn door de diensten van de Europese Commissie belast met de randvoorwaarden in de landbouw, vervangen moeten worden door maatregelen waarvan de naleving ter plaatse gecontroleerd kan worden;

Overwegende dat bepaalde maatregelen waarin genoemd besluit van 23 oktober 2008 voorziet opgeheven moeten worden daar ze beter geregeld worden bij andere wettelijke of reglementaire bepalingen, die al dan niet onder de wet op het natuurbehoud vallen;

Overwegende dat bepaalde algemene preventieve maatregelen vereenvoudigd moeten worden zodat ze duidelijk worden voor de betrokkenen, alsook voor degenen die moeten nagaan of ze goed toegepast worden op het terrein en zich zodoende ervan vergewissen dat het juridisch stelsel van Natura 2000 effectief is;

Overwegende dat de graad van bescherming van de Natura 2000-locaties desalniettemin behouden blijft in zoverre betrokken werken en handelingen gecontroleerd worden krachtens andere bepalingen of meer algemene nieuwe bepalingen, terwijl ze onderworpen blijven aan de naleving van de artikelen 28, § 1, en 29, § 2, van wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

Overwegende voor het overige dat de overtreding van de integrale maatregelen tot bescherming van vogels, dieren- en plantensoorten, alsook beschadigingen van hun natuurlijke habitats, bepaald bij de artikelen 2, 2bis en 3, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, gelijk staan met overtredingen van derde categorie die strafbaar zijn met een boete van 100 tot 100.000 euro;

Op de voordracht van de Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o boom met een hoge unitaire economische waarde : boom van de kwaliteit A of B in de zin van de voorschriften opgenomen in bijlage 1;

2^o biologisch waardevolle boom : eik waarvan de stam meer dan tweehonderd centimeter omtrek op één meter van de grond heeft, holle boom, of een loofboom van inheemse soort met een omtrek van honderdvijftig centimeter op anderhalve meter van de grond, of elke andere boom aangewezen in onderlinge overeenstemming door de eigenaar of de beheerder en door de bevoegde directeur van het Departement Natuur en Bossen of zijn afgevaardigde;

3° externe rand van de bosgroepering : schakel tussen de bossen en wouden in de zin van artikel 2, tweede lid, van het Boswetboek en elk ander milieu;

4° oeverlint : met struiken of bomen aangeplante strook langs de oever van een waterloop, met een maximale breedte van tien meter en waarvan de discontinuïteit de hoogte van de bomen waaruit hij bestaat niet overschrijdt;

5° kaalslag : houtkap die per hectare minstens vijfenzeventig m³ onbewerkt stamhout in de houtopstand en minstens vijftientig m³ onbewerkt stamhout in de bossen van onderhoud tussen opgaand hout achterlaat;

6° inheemse soorten : de soorten opgesomd in bijlage 2;

7° wildakker : ieder perceel dat door menselijk toedoen ingericht is om de voedingsmiddelen van het wild te vermeerderen;

8° in aanmerking komend bos : bossen en wouden die in aanmerking komen voor steun in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 30 april 2009 betreffende de vergoedingen en toelagen in de Natura 2000-locaties en in de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk;

9° beheersplan : plannen met beheersmaatregelen voor het natuurbehoud of die daartoe bijdragen, met name :

a) het bijzondere plan voor het beheer van een domaniaal natuurreservaat;

b) het plan voor het beheer van een erkend natuurreservaat;

c) het plan voor het beheer van een bosreservaat;

d) de bosinrichtingen aangenomen na 13 september 2009 of de bosinrichtingen bestaande voor die datum maar herzien overeenkomstig artikel 64, eerste lid, van het Boswetboek;

e) het eensluidend advies van de Directie Landelijke Ontwikkeling van het DGO3 voor een weide met een hoge biologische waarde, overeenkomstig artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2008 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw;

10° bestrijdingsplan ingevoerd of opgelegd door de overheid : elke actie gevoerd of opgelegd door de bevoegde overheid ter beperking van de ontwikkeling van een epizoötie of ter bestrijding van invasieve soorten;

11° ingericht drinkpunt : elke inrichting waar het vee kan drinken, waardoor het getrappel op de oevers beperkt kan worden en het getrappel op de bedding van de waterlopen voorkomen kan worden;

12° eigendom van twee en een halve hectare : elk terrein of groep van terreinen, al dan niet aaneenliggend, toebehorend aan dezelfde eigenaar of aan dezelfde mede-eigendom, en waarvan de totaaloppervlakte van bossen en wouden gelegen in Natura 2000-locaties of in locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk, in totaal meer dan twee en een half hectare bereikt;

13° bossen en wouden : bossen en wouden in de zin van artikel 2, eerste en tweede lid, van het Boswetboek;

14° bosbouw ter bevordering van de natuurlijke inzaaiing van naaldbomen : dunning en uitdunnen ten gunste van de naaldbomen, snoei en snoeiing van de naaldbomen en individuele bescherming ervan tegen wild;

15° Minister : de Minister bevoegd voor het Natuurbeleid.

Art. 2. § 1. Buiten de bossen en wouden van meer dan honderd hectaren die onder het bosstelsel vallen, in de eigendommen van meer dan twee en een halve hectare gelegen in in aanmerking komende bossen en wouden worden instandhoudingseilanden door de eigenaar aangewezen met inachtneming van de volgende modaliteiten :

1° de eilanden worden aangewezen naar rato van drie percent van de globale oppervlakte van bedoelde eigendom;

2° ze bestaan uit één of meerdere elementen met een individuele oppervlakte van minimum tien aren, voor zover de in aanmerking komende bosoppervlakte het toelaat;

3° ze worden bij voorkeur aan de rand van waterlopen of in gebieden van grof hout aangewezen.

§ 2. De integrale reserves samengesteld krachtens artikel 71, tweede lid, van het Boswetboek worden gelijkgesteld met een instandhoudingseiland in de zin van dit besluit.

§ 3. De aanwijzing van de instandhoudingseilanden bedoeld in de eerste paragraaf wordt opgenomen in cartografische documenten die volgens de door de Minister bepaalde modaliteiten aan de administratie meegedeeld worden.

§ 4. Binnen de instandhoudingseilanden zijn de volgende handelingen verboden :

1° elke vorm van exploitatie zodat het woud oud kan worden en de natuurlijke dynamieken zich kunnen uitdrukken;

2° de verwijdering van de dode bomen tot ze in staat van ontbinding verkeren;

3° elke andere activiteit of tussenkomst, met uitsluiting van controle op het wild, de beveiliging van de wegen en de organisatie van het onthaal van het publiek.

Art. 3. Binnen de omtrek van een Natura 2000-locatie of van een locatie die in aanmerking komt voor het Natura 2000-netwerk zijn de volgende handelingen verboden :

1° buiten de bossen en wouden die onder het bosstelsel vallen, het aanplanten van naaldbomen en bosbouw ter bevordering van de natuurlijke inzaaiing van naaldbomen op minder dan twaalf meter van de oeverkruin van waterlopen en -vlakken;

2° buiten de bossen en wouden die onder het bosstelsel vallen, binnen de eigendommen van meer dan twee en een halve hectare, het kappen en het weghalen van dode bomen waarbij niet gezorgd zou worden voor het behoud van liggende of staande dode bomen naar rato van minimum twee dode bomen met een doorsnede van meer dan honderdvijftig centimeter per hectare op anderhalve meter van de grond, zo mogelijk verspreid over het geheel van bedoelde oppervlakte en representatief voor de verhouding tussen loofbomen en naaldbomen. Die bepaling is niet toepasselijk op bomen die een risico voor de openbare veiligheid inhouden omdat ze zich langs grote wegen, wegen en paden in de zin van het Boswetboek of spoorweglijnen, elektrische en gasleidingen bevinden, noch op bomen met een hoge economische eenheidswaarde;

3° buiten de bossen en wouden die onder het bosstelsel vallen, binnen de eigendommen van meer dan twee en een halve hectare, het kappen van andere bomen dan die met een hoge economische eenheidswaarde, waarbij niet gezorgd zou worden voor het behoud van minstens één biologisch waardevolle boom per twee hectare;

4° buiten de bossen en wouden die onder het bosstelsel vallen, binnen de eigendommen van meer dan twee en een halve hectare, elke tussenkomst aan de rand van de bosgroepering waarbij niet gezorgd wordt voor het behoud of het creëren van een loofstruiksingel van minstens tien meter breed, bestaande uit hoogstens drie bomen van meer dan honderd centimeter omtrek op anderhalve meter van de grond per honderd rechtlijnige meters;

5° het omploegen van landbouwgrond op minder dan één meter van de oeverkruinen van de grachten;

6° vanaf de inwerkingtreding van het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakte besluit tot aanwijzing van de Natura 2000-locatie, het omploegen van vast weiland in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 30 april 2009 betreffende de vergoedingen en toelagen in de Natura 2000-locaties en in de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk.

Art. 4. Binnen de omtrek van een Natura 2000-locatie of van een locatie die in aanmerking komt voor het Natura 2000-netwerk wordt de voorafgaande toestemming in de zin van artikel 28, § 4, tweede lid, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, hierna "de wet" genoemd, gevraagd voor :

1° bij gebrek aan bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit tot aanwijzing van de Natura 2000-locatie, het omploegen van vast weiland in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 30 april 2009 betreffende de vergoedingen en toelagen in de Natura 2000-locaties en in de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk;

2° het plaatsen of het weer in bedrijf stellen van afwateringsbuizen, alsook het uitgraven of weer in bedrijf stellen van greppels, met uitzondering van de greppels aan de rand van de weg en van de afwateringsbuizen en greppels waarin een beheersplan voorziet;

3° de toegang voor het vee tot de oevers van de waterlopen en watervlakken, o.a. vijvers, behalve op de plekken ingericht om het te drinken te geven, op de drinkplekken waarin een beheersplan voorziet of, wat de toegang tot de watervlakken betreft, over maximum vijftwintig percent van de omtrek. Die maatregel is van toepassing op de datum die door de Regering vastgelegd wordt;

4° buiten teelten, bossen en wouden, het gebruik van alle onkruidverdelgers. De maatregel is niet van toepassing wanneer het gebruik past in een door de overheid ingevoerd of opgelegd bestrijdingsplan, noch voor de gelocaliseerde behandeling van distels, brandnetels en rumex met lans- of rugsproeier en d.m.v. selectieve producten, noch voor de bescherming van elektrische omheiningen in bedrijf over een maximale breedte van 50 centimeter aan weerskanten van de omheining;

5° het onderhoud, met inbegrip van het maaien en van het vermalen met tolbrekers van de vegetatie aan de rand van de openbare wegen, tussen 15 maart en 31 juli, met uitzondering van een strook van één meter vanaf de buitenrand van de weg of wanneer de openbare veiligheid of de vernietiging van brandnetels zulks rechtvaardigt;

6° in een in aanmerking komend bos, tussen 1 april en 30 juni, de verwijdering van meer dan vijftig percent van de vegetatie aan de grond door gemechaniseerde voorbereidende aanplantingswerken of wegruiming, alsook het hakken van bomen, behalve wat betreft het hakken van bomen van minder dan honderd centimeter omtrek op anderhalve meter van de grond en het maaien van adelaarsvarens en doornstruiken;

7° per perceel of per aaneenliggende eigendom, elke kap geboekt over tien jaar die meer dan dertig percent van de overlinten telt;

8° de kaalslagen van loofopstanden van inheemse soorten :

a) op alle eigendommen in Natura 2000-locaties of in locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk : op een oppervlakte van meer dan een hectare op minder dan honderd meter van een vorige kap van minder dan zes jaar;

b) op eigendommen die minder dan honderd hectare bossen en wouden bevatten in Natura 2000-locaties of in locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk : op een totaaloppervlakte van meer dan vijf hectare per vijf jaar en per eigendom van bossen en wouden in een Natura 2000-locatie of in een locatie die in aanmerking komt voor het Natura 2000-netwerk;

c) op eigendommen die honderd hectare bossen en wouden of meer bevatten in een Natura 2000-locatie of in een locatie die in aanmerking komt voor het Natura 2000-netwerk : op een totaaloppervlakte van meer dan vijf percent per vijf jaar van de oppervlakte van de eigendom van bossen en wouden in een Natura 2000-locatie of in een locatie die in aanmerking komt voor het Natura 2000-netwerk;

9° het strooien van alle grondverbeteringsmiddelen en van alle minerale of organische meststoffen, met inbegrip van mest, drek, gier, zuiveringsslib en slijk uit septische putten op minder dan twaalf meter van de kruinen van de oevers van de waterlopen en watervlakken.

Art. 5. Binnen de omtrek van een Natura 2000-locatie of van een locatie die in aanmerking komt voor het Natura 2000-netwerk worden de volgende handelingen onderworpen aan een voorafgaande kennisgeving in de zin van artikel 28, § 4, derde lid, van de wet :

1° de inrichting en de instandhouding van kunstmatige wildakkers, van voedingsteelten voor wild en van gebieden voor het vetmesten van grof wild in de zin van de wet van 28 februari 1882 op de jacht;

2° het onderhoud van greppels en bestaande functionele afwateringsbuizen;

3° buiten de bossen en wouden, de vestiging van een tijdelijke groepshuisvesting in het kader van jeugdbewegingen of van infrastructuur bestemd voor de organisatie van groeps-, recreatieve, sport- of vrijetijdsactiviteiten.

Art. 6. Het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2008 betreffende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties wordt opgeheven.

Art. 7. De Minister bevoegd voor het Natuurbeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Namen, 24 maart 2011.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw,
Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

B. LUTGEN

BIJLAGE 1

Tabel tot vaststelling van de kwaliteitsklassen voor bomen

Opstaande eiken

Kwaliteitsklassen				
	A	B	C	D
Karakteristieken	Overlangs snijden, zagen eerste keus (fijn schrijnwerk), fineren eerste keus	Zagen eerste keus (fijn schrijnwerk), fineren eerste en tweede keus	Zagen tweede keus (gewoon schrijnwerk)	Stookhout, palletten, vermalen
Minimumlengte	2,5 m	2 m	2 m	Geen enkele beperking
Omtrek min. 1,5 m	145 cm	130 cm	100 cm	
Gezonde knoesten	1 ≤ 2 cm diam./2,5 m	Σ max van die gebreken = 120 mm, met dien verstande dat een levende tak < 6 cm diam. en een dode tak < 2 cm diam.	1 dikke knoest > 4 cm diam./2 m	
Picot (slapende knop)	(1 toegelaten/2,5 m indien geen andere bijzonderheden)		Admis	
blinde kwast	Uitgesloten		2 ≤ 4 cm diam./m (1 grote > 4 cm diam./2 m indien geen enkele andere bijzonderheid)	
Vergroeide verhouten knoppen	Uitgesloten		1/m	
Ongezonde knoesten	Uitgesloten	Uitgesloten	(1 grote knoest > 4 cm diam./2 m indien geen enkele andere bijzonderheid)	
Schuurschade	Toegelaten, indien in spinthout	Toegelaten, indien in spinthout	Toegelaten	
Niet-cylindrische stam	≤ 10 %	Toegelaten	Toegelaten	
Vorstspelen	Uitgesloten	Uitgesloten	Uitgesloten	
Draaigroei	≤ 5 cm/m	≤ 8 cm/m	Gedoogd	
Bogen	≤ 2 cm/m	≤ 4 cm/m	≤ 4 cm/m	
Groeven	1 tot 2 mogen, indien op elkaar staand	1 tot 2 mogen, indien op elkaar staand	Toegelaten	
Verrotte gedeelten, grote gaten, wormgaten	Uitgesloten	Uitgesloten	Uitgesloten	Uitgesloten

Beuken en andere opstaande inheemse loofbomen

Kwaliteitsklasse				
	A	B	C	D
Karakteristieken	Overlangs snijden, zagen eerste keus (fijn schrijnwerk), fineren eerste keus	Zagen eerste keus (fijn schrijnwerk), fineren eerste en tweede keus	Zagen tweede keus (gewoon schrijnwerk)	Stookhout, palletten, vermalen
Minimumlengte	3 m	2 m	2 m	Geen enkele beperking
Omtrek min. 1,5 m	145 cm	130 cm	100 cm	
Toename	> 1,2 cm omtrek.	Geen enkele beperking	Geen enkele beperking	Toegelaten
Levende takken	Uitgesloten	3 bijzonderheden toegelaten per 3 m, met dien verstande dat de gedoogde diameter voor een tak of een ebdekte knoest max 8 cm bedraagt	Toegelaten	
Dode takken	Uitgesloten			
Bedekte knoesten	Uitgesloten			
Ongezonde knoesten	Uitgesloten	Uitgesloten	Gedoogd indien tussenruimte van minstens 1,5 m	
Schuurschade	Uitgesloten	Uitgesloten	Gedoogd	
Draaigroei	≤ 5 cm/m	≤ 9 cm/m	Gedoogd	
Bogen	≤ 2 cm/m	≤ 4 cm/m	Gedoogd	
Groeven	1 tot 2 admises si opposées	1 tot 2 admises si opposées	Toegelaten	
Niet-cylindrische stam	≤ 15 %	Toegelaten	Toegelaten	
Verrotting, grote gaten, wormgaten	Uitgesloten	Uitgesloten	Uitgesloten	Uitgesloten

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk.

Namen, 24 maart 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw,
Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
B. LUTGEN

Bijlage 2

Lijst van de inheemse soorten in het Waalse Gewest

1. Elsbes (*Sorbus torminalis*)
2. Meelbes (*Sorbus aria*)
3. Tweestijlige meidoorn (*Crataegus laevigata*)
4. Eénstijlige meidoorn (*Crataegus monogyna*)
5. Zwarte els (*Alnus glutinosa*)
6. Zachte berk (*Betula pubescens*)
7. Ruwe berk (*Betula pendula*)
8. Vuilboom (*Frangula alnus*)
9. Buxus (*Buxus sempervirens*)
10. Rode kamerfoelie (*Lonicera xylosteum*)
11. Vogelkers (*Prunus padus*)
12. Weichselboom (*Prunus maaleb*)
13. Haagbeuk (*Carpinus betulus*)
14. Zomereik (*Quercus robur*)
15. Zachte eik (*Quercus pubescens*)
16. Winterdik (*Quercus petraea*)
17. Gele kornoelje (*Cornus mas*)
18. Rode kornoelje (*Cornus sanguinea*)
19. Zuurbes (*Berberis vulgaris*)
20. Spaanse aak (*Acer campestre*)
21. Noorse esdoorn (*Acer platanoides*)
22. Gewone esdoorn (*Acer pseudoplatanus*)
23. Es (*Fraxinus excelsior*)
24. Kardinaalsmuts (*Euonymus europaeus*)
25. Jeneverbes (*Juniperus communis*)
26. Beuk (*Fagus sylvatica*)
27. Hulst (*Ilex aquifolium*)
28. Venijnboom (*Taxus baccata*)
29. Zoete kers (*Prunus avium*)
30. Mispel (*Mespilus germanicus*)
31. Wegedoorn (*Rhamnus cathartica*)
32. Hazelaar (*Coryllus avellana*)
33. Gladde iep (*Ulmus minor*)
34. Ruwe iep (*Ulmus glabra*)
35. Fladderiep, steeliep (*Ulmus laevis*)
36. Zwarte populier (*Populus nigra*)
37. Ratelpopulier, esp (*Populus tremula*)
38. Grove den (*Pinus sylvestris*)
39. Wilde peer (*Pyrus pyraeaster*)
40. Wilde appel (*Malus sylvestris*)
41. Slededoorn (*Prunus spinosa*)
42. Geoorde wil (*Salix aurita*)
43. Amandelwilg (*Salix triandra*)
44. Knotwilg (*Salix alba*)
45. Kraakwilg (*Salix fragilis*)
46. Grauwe wilg (*Salix cinerea*)
47. Katwilg (*Salix viminalis*)
48. Boswilg (*Salix caprea*)
49. Bittere wilg (*Salix purpurea*)

50. Rossigel, grauwe wilg (*Salix atrocinerea*)
51. Lijsterbes (*Sorbus aucuparia*)
52. Trosvlier (*Sambucus racemosa*)
53. Zwarte vlierbes (*Sambucus nigra*)
54. Grootbladige linde (*Tilia platyphyllos*)
55. Kleinbladige linde (*Tilia cordata*)
56. Wilde liguster (*Ligustrum vulgare*)
57. Wollige sneeuwbal (*Viburnum lantana*)
58. Gelderse roos (*Viburnum opulus*)

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk.

Namen, 24 maart 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw,
Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
B. LUTGEN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 1189

[2011/202046]

24 MARS 2011. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2009 relatif aux indemnités et subventions dans les sites Natura 2000

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, notamment l'article 31, modifié par le décret du 30 avril 2009;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2009 relatif aux indemnités et subventions dans les sites Natura 2000;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 janvier 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 janvier 2011;

Vu l'avis 49.235/4 du Conseil d'Etat, donné le 2 mars 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le Règlement CE n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), les articles 36, 38, 46, 52 et 57;

Considérant le programme de développement rural 2007-2013 approuvé par la Commission européenne le 30 novembre 2007;

Considérant les huit arrêtés de désignation des sites Natura 2000 entrés en vigueur à la date du 31 décembre 2009;

Considérant que les indemnités annuelles Natura 2000 sont destinées à compenser les coûts ainsi que les pertes de revenus et le manque à gagner résultant pour les exploitants agricoles et les propriétaires forestiers de la mise en œuvre des Directives européennes 2009/147/CE "Oiseaux" et 92/43/CEE "Habitats";

Considérant que la procédure actuelle de cartographie détaillée des sites entraîne une disparité de traitement des citoyens;

Considérant que le Parlement wallon a adopté le 22 décembre 2010 un décret modifiant la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature en ce qui concerne la mise en œuvre du régime Natura 2000. Cette modification introduit un régime de protection primaire, applicable à tous les sites avant leur désignation et consistant dans l'application des interdictions et mesures préventives générales arrêtées en vertu de l'article 28, § 2, de la loi et actuellement reprises dans l'arrêté du Gouvernement wallon portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000;

Considérant que le but poursuivi est d'instaurer le régime de protection primaire sur l'ensemble des 240 sites proposés ou désignés comme sites Natura 2000 dès 2011 et ce, afin de mettre un terme à la discrimination entre citoyens et de mettre un frein à l'érosion de la biodiversité dans l'attente de la désignation des 232 sites non encore désignés appelés ci-après "sites candidats au réseau Natura 2000";

Considérant que, pour compenser les éventuelles pertes de revenus qu'entraînera l'application de ce régime de protection primaire aux sites non encore désignés, il est prévu d'appliquer des indemnités spécifiques, d'un montant moins élevé que celui rendu applicable par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2009 dans les sites désignés, dès lors que les contraintes applicables sont moindres pour les sites n'ayant pas encore fait l'objet d'un arrêté de désignation;

Considérant que des propositions de modifications en ce sens du plan de développement rural wallon ont été acceptées par la Commission européenne en date du 6 octobre 2010;

Considérant les remarques de la Commission européenne concernant les modalités de subvention relatives à la coupe anticipée de résineux telles que prévues dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2009;

Considérant par ailleurs que les projets de décrets et d'arrêtés pour lesquels l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne est obligatoire n'ont pu, à la date d'adoption du présent arrêté, être déterminés par le Gouvernement ainsi que le prévoit l'article 3, § 3, du décret du 1^{er} juillet 1993 portant création d'un Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, tel que modifié par le décret du 6 novembre 2008;

Considérant que la consultation du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne n'a dès lors pu être effectuée, compte tenu de l'absence de base juridique à cet égard;

Considérant la nécessité de ne pas différer l'adoption du présent arrêté, de manière à permettre le paiement des indemnités aux bénéficiaires;